


Arusha, le 29 juin 2008

Prisonniers politiques de l'ONU,  
Centre de Détention de l'ONU (UNDF)  
Arusha, Tanzanie.

RECEIVED 1 JUL 2008  
UNDF - 0938 4/08  


A Son Excellence Monsieur Ban Ki Moon, Secrétaire Général de l'ONU,  
A l'Honorable Juge C.M. Dennis Byron, Président du TPIR,

**Objet** : Dénonciation de l'obstruction à la justice par le Procureur du TPIR

Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU  
Honorable Juge Président du TPIR,

Par sa déclaration devant le Conseil de Sécurité, le 04 juin 2008<sup>1</sup>, M. Hassan Bubakar Jallow, Procureur du TPIR, a reconnu, pour la première fois, que les membres du Front Patriotique Rwandais (FPR) ont commis des crimes relevant de la compétence du TPIR. En effet, il a déclaré qu'il dispose de preuves selon lesquelles les membres de l'Armée Patriotique Rwandaise (branche armée du FPR) ont massacré, le 5 juin 1994, à Kabgayi, 13 religieux, y compris 5 Évêques catholiques, ainsi que deux civils. Cependant il a fait table rase d'autres dossiers concernant des centaines de milliers de civils massacrés par les militaires du FPR, identifiés grâce aux enquêtes effectuées par le HCR<sup>2</sup>, par des organismes indépendants de défense des droits de l'homme dont, notamment, Amnesty International<sup>3</sup> et Human Rights Watch<sup>4</sup>, par le Juge espagnol Andreu Merelles, ainsi que par des personnalités indépendantes, entre autres, Filip Reyntjens et Serge Desouter<sup>5</sup>. Il a aussi choisi de mettre aux oubliettes l'attentat perpétré par le FPR, le 06 avril 1994, contre l'avion du Président Habyarimana, acte terroriste pourtant reconnu comme l'élément déclencheur de la tragédie rwandaise<sup>6</sup> par de nombreux observateurs et experts de la région, y compris les experts de l'ONU et du Procureur du TPIR.

Le Procureur a choisi d'empêcher les juges du TPIR de connaître des affaires concernant les crimes commis par des membres du FPR à Kabgayi ou ailleurs au Rwanda en 1994<sup>7</sup>. Entre 2003 et 2008, le Procureur, M. Bubakar Jallow n'a effectué aucune inculpation contre les personnes responsables de ces crimes alors que son prédécesseur, Madame Carla Del Ponte, avait, avant son éviction du TPIR sur pression des États-Unis et du Royaume-Uni, déjà clôturé certains dossiers et était sur le point

<sup>1</sup> Déclaration faite à l'occasion de la présentation du Rapport du Président du TPIR devant le Conseil de Sécurité (5904<sup>ème</sup> session).

<sup>2</sup> Enquêtes menées par M. Gersony, pour le compte du HCR, mais classées sans suite par l'ONU. Voir à ce sujet, les enquêtes menées par Human Rights Watch et publiées dans l'ouvrage « Aucun témoin ne doit survivre » déposé devant plusieurs Chambres du TPIR ; voir aussi le livre de Mme Florence Hartmann : *Paix et châtimeur; les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales* (Paris, Flammarion, 10 septembre 2007).

<sup>3</sup> Rapport d'Amnesty International du 20/10/1994 RWANDA. Reports of killings and abductions by the Rwandese Patriotic Army, April - August 1994

<sup>4</sup> "The Aftermath of Genocide in Rwanda"; "Aucun témoin ne doit survivre"

<sup>5</sup> Filip Reyntjens : « Sujets d'inquiétude au Rwanda en octobre 1994 ».

<sup>6</sup> Voir le Rapport sur la situation des droits de l'homme au Rwanda par Mr. R. Degni-Segui, Rapporteur Spécial de la Commission des Droits de l'Homme daté du 28 juin 1994 ; Rapport de la Commission des Experts de l'ONU, Doc. S/1994/1405 du 9 décembre 1994; les témoins experts devant le TPIR notamment : Bernard Lugan, Helmut Strizek, Serge Desouter, Filip Reyntjens et André Guichaoua.

<sup>7</sup> Curieusement, dans sa récente décision de céder le dossier de Kabgayi au régime de Kigali, il a délibérément ignoré les crimes commis ailleurs au Rwanda dont certains témoignages directs en sa possession ont été divulgués dans certaines affaires devant le TPIR.

d'établir les actes d'accusation contre les membres du FPR<sup>8</sup>. Au même moment, il est extrêmement réticent à communiquer aux équipes de Défense, malgré leurs multiples demandes<sup>9</sup>, les éléments en sa possession qui sont de nature à disculper les personnes accusées devant le TPIR. De ce fait, et eu égard au Statut et au Règlement de procédure et de preuve du TPIR, le Procureur endosse la responsabilité essentielle dans l'impunité des membres du FPR. Par contre, il a fait condamner et s'ingénier à faire condamner les personnes associées à l'ancien régime pour les crimes qui sont de la responsabilité des membres du FPR<sup>10</sup>. C'est pourquoi nous tenons à le dénoncer énergiquement pour son obstruction systématique à la justice équitable et impartiale au TPIR.

Nous trouvons particulièrement scandaleux la décision du Procureur Hassan Bubacar Jallow de laisser à la discrétion du gouvernement rwandais le jugement du dossier des civils assassinés à Gakurazo près de Kabgayi, alors qu'il concerne, selon sa déclaration devant le Conseil de Sécurité, des officiers supérieurs du FPR encore en activité. Le prétexte avancé selon lequel le Rwanda « *partage la compétence concurrente* » avec le TPIR est inacceptable. Une telle vision est contraire à la mission assignée par le Conseil de Sécurité au TPIR de concentrer « *son action sur la poursuite et le jugement des principaux dirigeants portant la plus lourde responsabilité des crimes commis* » et de déférer « *devant les juridictions nationales compétentes, selon qu'il convient, les accusés qui n'encourent pas une responsabilité aussi lourde.*»<sup>11</sup>

Pareille vision est une preuve supplémentaire que le Procureur du TPIR mène une politique de deux poids deux mesures dans ses poursuites avec pour dessein de soustraire les militaires du FPR à la justice internationale en laissant penser que des procès véritablement équitables, justes et indépendants contre des militaires du FPR, y compris des officiers supérieurs, seraient possibles devant des juridictions contrôlées par le régime de ce même FPR<sup>12</sup>. Le Procureur Bubacar Jallow fait semblant d'ignorer que le Président Kagame a invariablement déclaré qu'aucun officier du FPR n'a commis les crimes dont ils sont accusés<sup>13</sup>, notamment, par les organismes de défense des droits de l'homme cités ci-avant et, surtout, par le juge français, Jean Louis Bruguière et le juge espagnol, André Merelles. Le Procureur veut délibérément ignorer l'issue scandaleuse du dossier sur le massacre de Kibeho dans lequel plus de huit mille (8.000) déplacés ont été exterminés par les militaires du FPR dirigés par le colonel Ibingira. Pour tromper l'opinion publique scandalisée par cette hécatombe, une parodie de procès a été organisée contre ce dernier. Il a été condamné à une

<sup>8</sup> Madame Florence Hartmann, ancienne porte-parole de la Procureure Carla Del Ponte, a dévoilé, dans son livre intitulé *Paix et châtement: les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales* (Paris, Flammarion, 10 septembre 2007), les manipulations dont le TPIR a fait l'objet pour assurer l'impunité aux membres du FPR. Dans son livre paru en avril 2008 sous le titre « *The Hunt: Me and my War Criminals*, Madame Carla Del Ponte n'a pas contredit Florence Hartmann

<sup>9</sup> A titre d'exemples, des requêtes ont été introduites dans les affaires suivantes : Affaire Procureur contre Nahimana et al, No ICTR-99-52-T; Affaire Procureur contre Nyiramasuhuko et al, No ICTR-98-42-T; Affaire Procureur contre Bagosora et al, No ICTR-98-41-T; Affaire Procureur contre Karemera et al, No ICTR-98-44-T; Affaire Procureur contre Casimir Bizimungu et al, No ICTR-99-50-T; Affaire Procureur contre Ndindiliyimana et al, No ICTR-00-56-T.

<sup>10</sup> Même s'il ressort de plusieurs décisions scandaleuses des juges du TPIR que ces derniers portent également la responsabilité dans l'orientation manifestement partisane de la justice du TPIR en faveur du vainqueur, le Procureur est, conformément à l'Article 15 du Statut du TPIR, responsable de l'instruction des dossiers et de l'exercice de la poursuite, en toute indépendance, contre les personnes responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de telles violations commises sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1994.

<sup>11</sup> Résolution 1503 du 28 août 2003

<sup>12</sup> L'on sait que confier au bourreau le soin de rendre justice à ses complices, c'est lui donner la licence de perpétuer l'impunité. Pareille iniquité a déjà été commise dans le dossier rwandais. En effet, on se souviendra que le Conseil de Sécurité a, dans sa Déclaration du 13 juillet 1998, demandé à la République Démocratique du Congo et au Rwanda de faire des enquêtes sur les massacres de réfugiés rwandais et de civils congolais, durant l'invasion du Congo entre 1996 et 1998, et d'en punir les coupables. Dix ans après, aucun coupables n'a été montré, appréhendé et puni !

<sup>13</sup> Lire, par exemple, l'interview accordée par le Président Kagame au Rédacteur en chef de l'Hebdomadaire Jeune Afrique publiée dans le numéro 2466 du 13 au 19 avril 2008

peine symbolique qu'il n'a jamais purgée. Au contraire, peu de temps après cette condamnation, il a été promu au grade de général<sup>14</sup>.

Nous tenons à rappeler que le régime du FPR, par la voix de son parlement, a catégoriquement refusé que les religieux tués à Kabyayi soient enterrés dans la dignité, prétextant que c'était des génocidaires<sup>15</sup>. Comment le Procureur peut-il concevoir aujourd'hui que ce régime est bien placé pour rendre justice aux victimes qu'il n'a jamais voulu reconnaître? L'Archevêque de Kigali, Monseigneur Thaddée Ntihinyurwa, qui a eu le courage de mettre en doute la neutralité du régime de Kigali dans le jugement des assassins des prélats catholiques tués à Gakurazo près de Kabgayi sur ordre des dirigeants du FPR, a fait l'objet d'une menace à peine voilée de la part du Président Kagame, lors de sa conférence de presse organisée à Kigali, le 18 juin 2008<sup>16</sup>.

Au cours de cette même conférence de presse, le Général Kagame s'est, encore une fois, attaqué à la Justice. Il a déclaré que les juges ne doivent pas s'en prendre aux militaires de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) qui auraient commis des crimes ici et là pendant la guerre. Il a soutenu que, si ces juges croient en avoir le pouvoir, c'est à lui-même qu'ils devraient demander des comptes puisque c'est lui qui était le chef suprême de tous ces militaires. Par cette déclaration, le général Kagame a nargué publiquement la justice, en général, et, en particulier, le TPIR qui n'a pas osé le poursuivre alors qu'il en a la compétence.

Le Procureur du TPIR a compromis sa crédibilité et celle du Tribunal en cédant aux pressions extérieures, en violation de l'article 15 du Statut qui lui impose une indépendance stricte, et en protégeant un criminel qui se permet d'insulter publiquement tout le monde, y compris la justice nationale et internationale.

Compte tenu de tout ce qui précède, les Prisonniers politiques des Nations Unies, signataires de la présente, prient les autorités de l'ONU en général, le Secrétaire Général de l'ONU et le Président du TPIR, en particulier, de prendre les mesures qui s'imposent pour préserver l'impartialité, l'indépendance et la crédibilité du Tribunal. Ils doivent veiller à ce que le Procureur reprenne et assume les attributions que lui réserve le Statut du TPIR. Il doit revenir sur sa décision scandaleuse de confier à la justice rwandaise le dossier sur le massacre de Kabgayi. En effet, il n'a pas le droit de renoncer à son obligation de mener jusqu'au bout les enquêtes sur tous les crimes commis par les membres du FPR et de traduire devant le TPIR tous leurs auteurs.

Nous lançons un appel pressant à tous les défenseurs des droits de l'homme pour qu'ils entreprennent des actions concrètes pour empêcher le Procureur du TPIR de consacrer définitivement l'impunité des membres du FPR.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de notre très haute considération.

Voir la liste des Signataires en annexe.

Copie pour information :

- Monsieur le Président du Conseil de Sécurité de l'ONU.
- Honorables Juges du TPIR (tous).
- Monsieur le Procureur du TPIR, Arusha.
- Monsieur le Greffier du TPIR, à Arusha.

<sup>14</sup> Filip Reyntjens: Rwanda Ten Years on: From genocide to dictatorship (2004). Même si ces crimes de Kibeho ne relèvent pas de la compétence du TPIR, ils ont été commis par les militaires du FPR en présence des forces de l'ONU (MINUAR 2). Cette affaire de Kibeho est suffisamment documentée. Elle démontre l'impunité dont jouissent les membres du FPR.

<sup>15</sup> Voir le Communiqué de la Conférence des Evêques Catholiques du Rwanda, datée du 29 mai 1995.

<sup>16</sup> Agence Hironnelle du 19 juin 2008

- Madame/Monsieur l'Avocat(e) de la Défense (tous).
- Monsieur le Président de l'ADAD, à Arusha.
- Commission des Nations Unies pour les Droits de l'homme, à Genève.
- Commission Internationale des Juristes, à Genève.
- Association Américaine des Juristes.
- Association internationale des Juristes démocrates, New Delhi.
- Cour Européenne de Justice, à Luxembourg.
- Cour Européenne des Droits de l'Homme, à Strasbourg.
- Amnesty International, à Londres.
- Sidiki Kaba, Président de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Paris;
- Mike Posner, Executive Director of Lawyers Committee for Human Rights ;
- Kenneth Roth, Executive Director of Human Rights Watch;
- Alioune Tine, Secrétaire-Général de la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme.
- Familles des signataires.
- Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR), à Bruxelles.
- Forces Démocratiques Unifiées (FDU).
- SOS Rwanda-Burundi.
- Association Dukomere, à Bruxelles.
- Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), à Paris.
- International Crisis Group (ICG).
- Human Rights Watch.
- La Presse.

Arusha, June 29, 2008

UN Political Prisoners,  
UN Detention Facility (UNDF)  
Arusha, Tanzania.

His Excellency Mr. Ban Ki Moon, UN Secretary General,  
Honorable Judge Dennis C.M. Byron, President of the ICTR,

**Subject:** Denunciation of the obstruction of justice by the ICTR Prosecutor

Mr. Secretary General,  
Mr. President,

By his statement before the UN Security Council, on June 4, 2008<sup>1</sup>, Mr. M. Hassan Bubakar Jallow, the ICTR Prosecutor, acknowledged, for the first time, that members of the Rwandan Patriotic Front (RPF) committed crimes falling under the ICTR jurisdiction. Indeed, he stated that he is in possession of evidence which shows that members of the Rwandan Patriotic Army (RPF military wing) killed 13 religious people, including 5 bishops, as well as two civilians, at Kabgayi on June 5, 1994. However, he said nothing about other cases concerning hundreds of thousands civilians massacred by RPF soldiers, identified thanks to investigations conducted by the UNHCR<sup>2</sup>, by independent human right organizations such as Amnesty international<sup>3</sup> and Human Right Watch<sup>4</sup>, by Spanish Judge Andreu Merelles, as well as by independent personalities, such as Filip Reyntjens and Serge Desouter<sup>5</sup>. He also chose to consign to oblivion the attack against the plane carrying President Habyarimana by the RPF on April 6, 1994, a terrorist attack which is recognized, by numerous observers and experts of the region, including UN and ICTR Prosecutor's experts, as the factor which triggered the Rwandan tragedy<sup>6</sup>.

The ICTR Prosecutor has chosen to deprive the ICTR judges of the possibility to hear cases about crimes committed by RPF members at Kabgayi and elsewhere in Rwanda in 1994<sup>7</sup>. Between 2003 and 2008, the Prosecutor, M. Bubakar Jallow, did not prosecute any of them despite the fact that his

---

<sup>1</sup> Statement made at the occasion of the presentation of the Report by the ICTR President before the UN Security Council (5904<sup>ème</sup> Meeting).

<sup>2</sup> Investigations conducted by Mr. Gersony, on behalf of UNHCR, but no action was taken about it by the UN. See also about this matter, investigations carried out by Human Rights Watch and published in the book « Leave none to tell the story » put into evidence before several ICTR Chambers; See also the book of Mme Florence Hartmann : *Paix et châtimeut: les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales* (Paris, Flammarion, 10 septembre 2007).

<sup>3</sup> Report of Amnesty International dated 20/10/1994 "RWANDA. Reports of killings and abductions by the Rwandese Patriotic Army", April - August 1994

<sup>4</sup> "The Aftermath of Genocide in Rwanda"; " Leave none to tell the story "

<sup>5</sup> Filip Reyntjens : « Sujets d'inquiétude au Rwanda en octobre 1994 ».

<sup>6</sup> See the Report on the situation of human rights in Rwanda by Mr. R. Degni-Segui, Special Rapporteur of the Human Rights Commission , 28 June 1994; Report of the UN Commission of Experts, Doc. S/1994/1405 of 9 December 1994; expert witnesses before the ICTR notably Bernard Lugan, Helmut Strizek, Serge Desouter, Filip Reyntjens and André Guichaoua.

<sup>7</sup> Curiously, in his recent decision to hand over the Kabgayi case to the Kigali regime, he deliberately ignored crimes committed elsewhere in Rwanda for which some direct testimonies in his possession were disclosed in some cases before the ICTR

predecessor, Madame Carla Del Ponte, had, before his removal from office following pressure from the US and UK governments, already completed some cases and was on the verge to issue indictments against RPF members<sup>8</sup>. Meanwhile, he is extremely unwilling to communicate to the Defense exculpatory material for the persons accused before the ICTR despite their numerous requests<sup>9</sup>. For that reason and in view of the ICTR Statute and Rules, the Prosecutor bears the essential responsibility for granting impunity to the RPF members. On the contrary, he got convicted persons associated to the former regime for crimes committed by RPF members, and is doing his utmost to achieve other convictions<sup>10</sup>. It is the reason why we want to strongly denounce him for his systematic obstruction of fair and impartial justice at the ICTR.

We find particularly outrageous the decision of the ICTR Prosecutor, Mr. Hassan Bubacar Jallow, to hand over to the Rwandan government the case concerning civilians killed at Gakurazo near Kabgayi whereas, according to his statement before the UN Security Council, it relates to RPF senior officers still on active duty. The pretext according to which the ICTR and Rwanda share a concurrent jurisdiction is unacceptable. Such a point of view is contrary to the mission entrusted to the ICTR by the UN Security Council to concentrate “*on the prosecution and try of the most senior leaders suspected of being most responsible for crimes*” and to transfer “*cases involving those who may not bear this level of responsibility to competent national jurisdictions*”<sup>11</sup>.

Such kind of conception is an additional proof that the Prosecutor conducts a discriminatory prosecution with the objective to shield RPF military from the international justice by making believe that trials really independent and fair against RPF military would be possible before jurisdictions under the control of the same RPF<sup>12</sup>. The ICTR Prosecutor, Mr. Hassan Bubacar Jallow, pretends not to be aware of the fact that President Kagame has consistently stated that RPF officers never committed the crimes of which they are accused<sup>13</sup> notably by human rights organizations mentioned above, by the French Judge Jean Louis Bruguière and the Spanish Judge Andreu Merelles. The Prosecutor deliberately wants to ignore the scandalous outcome of the case concerning the Kibeho massacres in which eight thousands (8.000) internally displaced persons were exterminated by RPF military led by Colonel Ibingira. In order to mislead the public opinion outraged by that slaughter, a travesty of justice was set up against the latter. He was given a

---

<sup>8</sup> Madame Florence Hartmann, , former spokesperson of the Prosecutor, Carla Del Ponte, in her book published in September 2007 which title is: *Paix et châtime: les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales* (Paris, Flammarion, 10 September 2007), unveiled manipulations which the ICTR was subjected to in order to grant impunity to RPF members. In her book published in April 2008 under the title « *The Hunt: Me and my War Criminals*, Madame Carla Del Ponte did not contradict Florence Hartmann

<sup>9</sup> For example, motions were filed in the following cases: Case the Prosecutor vs Nahimana et al, No ICTR-99-52-T, Case the Prosecutor vs Nyiramasuhuko et al, No ICTR-98-42-T, Case the Prosecutor vs Bagosora et al, No ICTR-98-41-T, Affaire Procureur contre Karemera et al, No ICTR-98-44-T, Case the Prosecutor vs Casimir Bizimungu et al, No ICTR-99-50-T, Case the Prosecutor vs Nindiliyimana et al, No ICTR-00-56-T.

<sup>10</sup> Even if it appears from several scandalous decisions rendered by the ICTR judges, that the latter bear also the responsibility in the blatant partisan direction taken by the ICTR justice, in favor of the victor, the Prosecutor is, pursuant to Article 15 of the Statute, responsible for the investigation and prosecution of persons responsible for serious violations of international humanitarian law committed in the territory of Rwanda and Rwandan citizens responsible for such violations committed in the territory of neighboring states, between 1 January and 31 December 1994. According to that Article, the Prosecutor shall act independently.

<sup>11</sup> Resolution 1503 of 28 August 2003.

<sup>12</sup> One knows that entrusting to the butcher the right to prosecute his accomplices equates to giving him license to perpetuate impunity. Similar iniquity has already been committed in the case of Rwanda. Indeed, one recalls that the UN Security Council entrusted, by its Declaration of 13 July 1998, the Democratic Republic of Congo and Rwanda to investigate massacres of Rwandan refugees and Congolese civilians committed between 1996 and 1998 and to punish the perpetrators. Ten years after, no suspect was prosecuted.

<sup>13</sup> Read, for example, the interview of President Kagame with the Editor in chief of *Jeune Afrique* No 2466 of 13 to 19 April 2008.

symbolic sentence. But that sentence was never served. Instead, soon after that conviction, he was promoted to the rank of general<sup>14</sup>.

We would like to recall that the RPF regime, through its national assembly, categorically refused that those religious people killed at Kabgayi be buried in dignity under the pretext that they were “génocidaires”<sup>15</sup>. How can the Prosecutor think, today, that the RPF regime is suitable to dispense justice to victims that it refused to recognize as such? The archbishop of Kigali, Mgr. Thaddée Ntihinyurwa who courageously expressed his doubt about the neutrality of the RPF regime in the trial of authors of the killing of religious people at Gakurazo, near Kabgayi, following order from the RPF leaders, was threatened in thinly veiled terms by President Kagame during his press conference held in Kigali on June 18, 2008<sup>16</sup>.

During that same press conference, General Kagame directed his attack against justice. He stated that judges should not put the blame on the military of the Rwandan Patriotic Army (RPA) who might have committed crimes here and there during the war. He maintained that if the judges think that they have the power to do so, they should instead ask him to answer for them because all of them were under his command. With that statement, General Kagame publicly challenged justice, in general, and, in particular, the ICTR which did not dare to prosecute him despite the fact that it has jurisdiction over him.

The Prosecutor compromised his credibility and that of the ICTR by yielding to external pressure in violation of Article 15 of the Statute, which requires of him a strict independence, and by protecting a criminal who dares to insult publicly national and international justice.

Taking into account the foregoing, the UN Political Prisoners, signatories of the present letter, request the UN authorities, in general, and the UN Secretary General and the ICTR President, in particular, to take necessary measures to preserve the impartiality, the independence and the credibility of the Tribunal. They should make sure that the Prosecutor fulfils his functions provided for by the ICTR Statute. He should retract his scandalous decision to transfer the Kabgayi case to the Rwandan jurisdiction. Indeed, he has no right to relinquish his obligation to follow through the investigations of all crimes committed by all persons responsible before the ICTR.

We urge all human rights activists to undertake concrete actions to prevent the ICTR Prosecutor to grant definitively impunity to RPF members.

Sincerely yours

Signatories: See the attached list

Copie pour information:

- The President of the UN Security Council;
- The ICTR Judges (all);
- The ICTR Prosecutor, Arusha;
- The ICTR Registrar, Arusha;
- Defense Lawyers (all);
- ADAD President, Arusha;

<sup>14</sup> Filip Reyntjens: “*Rwanda Ten Years on: From genocide to dictatorship*” (2004). Even if those crimes committed in Kibeho do not fall under the ICTR jurisdiction, they were committed by the RPF military in the presence of UN forces (UNAMIR 2). That incident is sufficiently documented. It shows the impunity granted to RPF members.

<sup>15</sup> See the Communiqué of the Rwandan Bishop Conference, dated 29 May 1995.

<sup>16</sup> Agence Hirondele of 19 June 2008.

- UN Council for Human Rights, Geneva;
- International Commission of Jurists, Geneva.
- American Association of Jurists;
- International Association of Democratic Jurists, New Delhi.
- European Court of Justice, Luxembourg
- European Court for Human Rights, Strasbourg;
- Amnesty International, London;
- Sidiki Kaba, President of Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Paris;
- Mike Posner, Executive Director of Lawyers Committee for Human Rights ;
- Kenneth Roth, Executive Director of Human Rights Watch;
- Alioune Tine, Secretary-General of Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme ;
- Families of the signatories;
- Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR), Brussels;
- FDU (Forces Démocratiques Unifiées);
- SOS Rwanda – Burundi;
- Dukomere Association, Brussels;
- International Crisis Group (ICG);
- Human Rights Watch, New York;
- The press.

**Liste des signataires de la lettre du 29 juin 2008 adressée au Secrétaire Général  
de l'ONU et au Président du TPIR dont l'objet est:**

*«Dénunciation de l'obstruction à la justice par le Procureur du TPIR»*

1. BARAYAGWIZA Jean Bosco

18. NDINDILYIMANA Augustin

2. BIKINDI Simon

19. NGIRUMPATSE Matthieu

3. BIZIMUNGU Augustin

20. NIYITEGEKA Eliezer

4. GACUMBITSI Sylvestre

21. NSENGIYUMVA Anatole

5. GATETE Jean Baptiste

22. NTABAKUZE Aloys

6. HATEGEKIMANA Ildephonse

23. NTAHOBARI Shalom Arsène

7. IMANISHIMWE Samuel

24. NTEZIRYAYO Alphonse

8. KABILIGI Gratien

25. NYIRAMASUHUKE Pauline

9. KAJELIJELI Juvénal

26. NZIRORERA Joseph

10. KAREMERA Edouard

27. NZABONIMANA Callixte

11. KARERA François

28. RENZAHO Tharcisse

12. KALIMANZIRA Callixte

29. RUTAGANDA Georges

13. MUHIMANA Mika

30. SAGAHUTU Innocent

14. MUNYAKAZI Yusuf

31. SEMANZA Laurent

15. NAHIMANA Ferdinand

32. SETAKO Ephrem

16. NCHAMIHIGO Siméon

33. SIMBA Aloys

17. NDAYAMBAJE Elie

34. ZIGIRANYIRAZO Protais